

Finiront-ils par comprendre? Puisque la démission coup sur coup de deux maires issus de leur défunte formation, Gérald Tremblay et Michael Applebaum, ne suffit pas à leur ouvrir les yeux, il faudra bien leur faire un dessin.

Les anciens élus d'Union Montréal ont un sacré culot pour se porter candidat à la mairie par intérim, même s'il ne reste que quatre mois avant les élections de novembre. Harout Chitilian, Jane Cowell-Postras et Alan DeSousa ont tous trois annoncé leur candidature cette semaine pour remplacer Michael Applebaum, qui est parti se consacrer à temps plein à la préparation de son procès pour fraude.

Je ne remets pas en question l'intégrité de M. Chitilian, Mme Cowell-Postras et M. DeSousa. On n'a jamais entendu parler de ces anciens élus d'Union Montréal à la commission Charbonneau, et il est fort probable qu'il n'ont rien vu, rien su de la collusion comme leur ancien patron, Gérald Tremblay. L'ex maire était un tantinet naïf, mais il était honnête, au moins. Pourra-t-on en dire autant de Michael Applebaum à l'issue de son procès?

N'empêche. Les «ex» d'Union Montréal auraient pu se garder une petite gêne, par respect pour les Montréalais floués, indignés par le financement illicite d'Union Montréal érigé en système. Si les Montréalais avaient le droit de vote, lors du scrutin qui aura lieu mardi prochain au conseil municipal, seraient-ils prêts à accorder leur confiance à l'un ou l'autre de ces conseillers? Il y a huit mois à peine, ils défendaient tous bec et ongles le leadership de Gérald Tremblay, tout en se ralliant à son message optimiste sur la probité du parti.

Ne serait-il pas tant de tirer un trait, définitif, sur une administration qui s'est distinguée par son indolence et son aveuglement devant l'hydre de la collusion?

Il y a de quoi de particulièrement inquiétant dans la candidature d'Alan DeSousa, le maire de Saint-Laurent. Son arrondissement et cinq autres (Lachine, Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce, Anjou, Saint-Léonard et Verdun) ont fait l'objet de perquisitions de l'Unité permanente anticorruption (UPAC), en février dernier. L'enquête porte sur des allégations d'abus de confiance, de fraude et de fabrication de faux documents, avait confirmé l'UPAC.

Encore une veille histoire de financement illégal. En 2001, Union Montréal aurait laissé une facture impayée de 100 000 \$ du groupe CJB (aujourd'hui Octane Stratégies) pour du travail électoral. Ces dépenses n'auraient pas été comptabilisées dans les dépenses officielles du parti pour la campagne de 2001. Le solde aurait été payé en 2004 et en 2005 par certains des arrondissements qui ont reçu la visite de l'UPAC, à même leurs budgets d'opération.

Le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) avait enquêté sur cette affaire, classée sans suite. Octane et Union Montréal ont nié l'existence de cette facture impayée.

Cette semaine, Alan DeSousa a déclaré au *Devoir* qu'il n'avait rien à se reprocher. Son arrondissement n'a jamais transigé avec Octane en 12 ans, a-t-il précisé. Lors de son enquête, le DGEQ n'avait d'ailleurs pas retrouvé de facture d'Octane à Saint-Laurent.

Il n'en demeure pas moins que l'arrondissement de Saint-Laurent est dans la mire de l'UPAC dans cette histoire. Personnellement, je ressens une certaine fatigue en matière d'allégations. Les mots UPAC, fraude et maire dans une même phrase, ça commence à bien faire.

Cet article [Vivement novembre](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Vivement novembre](#)